



Assemblée générale

Distr. générale
13 septembre 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 118 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection
des membres du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 12 septembre 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies, comme suite à la note verbale du 9 septembre 2022 émanant du Bureau du Président de l'Assemblée générale en référence à l'élection des membres du Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, prévue le 11 octobre 2022, à New York, dans le cadre de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, rappelle qu'elle a annoncé le 30 octobre 2019 sa décision de présenter sa candidature à l'organe susmentionné pour la période 2023-2025.

Conformément aux dispositions de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de transmettre les engagements pris volontairement par son gouvernement en faveur de la promotion et de la protection des droits humains et demande respectueusement aux bons offices du Bureau du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies de faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 c) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/77/150](#).



**Annexe à la note verbale datée du 12 septembre 2022
adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission
permanente de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**Candidature de la République bolivarienne du Venezuela
au Conseil des droits de l'homme (2023-2025)**

**Engagements pris volontairement en faveur de la promotion et de la protection
des droits humains, conformément aux dispositions de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

Introduction

1. La République bolivarienne du Venezuela est un État démocratique et social fondé sur l'état de droit et la justice. Sa constitution politique est considérée comme l'une des plus avancées au monde. Elle garantit pleinement les droits humains et, grâce à son système de démocratie participative, dynamique et stable, favorise le débat d'idées le plus large et le plus pluraliste possible afin de faciliter la prise de décisions par le Gouvernement vénézuélien, qui a adopté des politiques visant à obtenir le plein exercice des droits humains. Ainsi, l'État vénézuélien promeut, dans son droit interne et dans la pratique, le respect, la défense et l'acception intégrale de droits humains universels, indivisibles, interdépendants et liés entre eux.
2. À cet égard, la République bolivarienne du Venezuela se félicite de la création du Conseil des droits de l'homme et, dans son cadre institutionnel, du mécanisme d'examen périodique universel. Le Venezuela s'est soumis aux trois premiers cycles de cet examen : le 7 octobre 2011, le 1^{er} novembre 2016 et le 25 janvier 2022, dans le cadre d'exercices menés sur une base large, pluraliste et continue. Lors du dernier cycle, 328 recommandations ont été formulées, dont 221 ont été approuvées, soit plus de 70 %, ce qui montre la grande importance que notre pays attache aux propositions faites par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la promotion et de la protection des droits humains. Il convient de noter que toutes les recommandations approuvées seront intégrées au Plan national des droits humains et constitueront la base de la suite que l'État vénézuélien donnera aux mesures de promotion et de protection, de jouissance et d'exercice de ces droits.
3. L'examen périodique universel est très important pour le Venezuela, car il met en exergue tous les droits humains, orientant l'ensemble des politiques publiques qu'il évalue, rappelant constamment aux citoyens et citoyennes qu'il faut respecter, promouvoir et réaliser ces droits.
4. Aux fins de l'élaboration des rapports de pays entrant dans le cadre de l'examen périodique universel, un groupe de travail inter et intra-institutionnel a été créé, comprenant tous les organes publics. Ce processus a conduit à une large consultation sociale, qui a donné lieu à la mise en place d'instances permanentes de formation aux droits humains au niveau national, avec la participation d'organisations, de mouvements sociaux, de conseils communaux et d'organisations non gouvernementales.
5. De plus, la République bolivarienne du Venezuela a fait de grands progrès en termes de développement et de qualité de vie, malgré l'effet négatif des 502 mesures coercitives unilatérales qu'elle s'est vu imposer, qui porte préjudice à notre modèle de développement, sachant que ces dernières années, la pauvreté et les inégalités ont diminué dans le pays. Dans notre modèle national, les politiques publiques visant à

éradiquer la pauvreté sont appliquées selon les principes de l'universalité, de gratuité, d'égalité, d'inclusion, de solidarité, d'équité et de justice sociale, sur lesquels reposent les programmes élaborés pour la dignité des enfants (filles et garçons), des adolescents et des adolescentes, des femmes, des personnes handicapées, des personnes âgées, des personnes de genre différent, des personnes d'ascendance africaine, des peuples autochtones et d'autres personnes vulnérables.

6. L'État vénézuélien, dans ce contexte, suit la tendance au niveau international qui consiste à inscrire dans la Constitution les droits des peuples autochtones et d'ascendance africaine comme des droits spéciaux et originaux, tenant compte du caractère multiethnique, pluriculturel et multilingue qui nous caractérise en tant que société, mettant en place un véritable système de protection des peuples autochtones et d'ascendance africaine, qui reconnaît et valorise la contribution des peuples indiens et d'ascendance africaine à la formation de notre identité et de nos institutions sociales de base. Ce système est complété par des mécanismes de participation politique inclusive, dynamique et coresponsable à tous les niveaux de la société vénézuélienne, qui garantissent la représentation systématique des peuples autochtones, notamment dans tous les organes parlementaires et législatifs du pays.

7. Le Venezuela est membre du Conseil des droits de l'homme, à ce titre, il a joué un rôle prépondérant et déterminant dans le renforcement institutionnel de cet organe et fait des propositions visant à le transformer en un véritable espace de dialogue et de coopération, ouvert et transparent. Ainsi, le Venezuela veut éviter la politisation, le caractère sélectif, la partialité, la pratique du deux poids, deux mesures et la subjectivité qui ont entraîné la disparition de la Commission des droits de l'homme, utilisée essentiellement comme une arme politique contre des pays qui ont défendu leur souveraineté et leur droit à l'autodétermination et ont fait des efforts considérables pour garantir, respecter, promouvoir et réaliser tous les droits humains, y compris le droit des peuples, en particulier la solidarité internationale, la paix et le développement, dans le but légitime de parvenir à un ordre international véritablement démocratique et équitable, en faveur de la promotion et de la protection des droits humains, dont le droit au développement.

8. La République bolivarienne du Venezuela considère que les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme jouent un rôle important dans le système universel de promotion et de protection des droits humains. Le Venezuela est ouvert à un dialogue franc et constructif avec les rapporteuses et rapporteurs spéciaux, les expertes et experts indépendants, les représentantes et représentants spéciaux, les groupes de travail et les mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales qui respectent les principes d'impartialité et d'objectivité et non de coercition ou de surenchère dans l'exercice des mandats qui leur sont confiés par les États, en pleine conformité avec les résolutions 5/1 et 5/2 du Conseil des droits de l'homme.

9. Notre pays apprécie véritablement les efforts des procédures spéciales, ainsi que le concours qu'elles apportent à la recherche de solutions aux déficiences ou aux situations difficiles, à l'appui de la promotion et de la protection des droits humains, selon le cas, dans le plein respect de la souveraineté et de l'indépendance des États.

10. Le Venezuela se distingue car il est partie à la grande majorité des instruments internationaux relatifs aux droits humains, ce qui montre son attachement indéfectible au respect, à la promotion et à la protection des droits humains. Ces instruments sont les suivants :

- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

- Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort ;
- La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- Le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- La Convention relative aux droits de l'enfant ;
- Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;
- Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ;
- La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;
- La Convention relative aux droits des personnes handicapées.

11. Conformément à ses obligations internationales, l'État vénézuélien soumet périodiquement aux différents organes conventionnels (comités) des rapports sur l'application et le respect des principes établis dans les deux principaux pactes internationaux, ainsi que ceux consacrés dans les différentes conventions liées aux droits humains et leurs protocoles respectifs.

12. De même, le Venezuela a contribué à établir la région de l'Amérique latine et des Caraïbes comme une zone de paix, exempte d'armes de destruction massive, et à promouvoir le règlement pacifique des différends, le respect de la souveraineté des États et du droit à l'autodétermination des peuples, en éloignant le danger de la guerre et la menace de la force et en luttant contre l'ingérence dans les affaires intérieures des États, principes qui sont inscrits dans la Charte des Nations Unies.

13. En avril 2014, le Président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro Moros, par le décret n° 876, publié dans le Journal officiel n° 40.386, a créé le Conseil national des droits de l'homme aux fins de renforcer la politique transversale de l'État vénézuélien en matière de droits humains. Cette institution a été créée pour coordonner le vaste cadre institutionnel permettant de garantir, promouvoir, protéger, respecter et réaliser les droits humains, et soutenir et promouvoir les politiques publiques visant à garantir le libre exercice des droits humains de toutes les personnes soumises à la juridiction de l'État vénézuélien, plus particulièrement les groupes les plus vulnérables et socialement à risque ; rendre compte des progrès de manière systématique ; donner suite aux engagements nationaux et internationaux ; repérer rapidement les difficultés ; et promouvoir les mesures nécessaires pour renforcer les initiatives en faveur des droits humains.

14. Le Conseil national des droits de l'homme a dirigé le mécanisme interinstitutionnel, participatif et inclusif chargé du suivi de l'application des recommandations formulées à l'issue de l'examen périodique universel et de la mise

en place du processus de consultation aux fins de l'élaboration du troisième rapport de pays.

15. Sous la direction du Conseil national des droits de l'homme, le Plan national des droits de l'homme 2016-2019 a été établi. C'est un document stratégique d'orientation de la politique de l'État vénézuélien permettant de consolider les résultats obtenus dans le domaine des droits humains et de continuer à progresser pour surmonter les défis à venir dans ce domaine. En 2016, 545 indicateurs ont été conçus dans le cadre de la suite donnée au Plan. Les projets, initiatives et ressources nécessaires à leur application ont été intégrés dans les plans opérationnels respectifs des autorités publiques. En 2020, il est ressorti d'une évaluation inclusive de l'application du Plan national que 93 % des 213 mesures du Plan national avaient été entièrement ou partiellement appliquées.

16. En septembre 2019, la République bolivarienne du Venezuela et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont signé un mémorandum d'accord visant à faire venir des fonctionnaires du Haut-Commissariat dans le pays pour élaborer un programme de coopération et d'assistance technique. Le mémorandum d'accord a été renouvelé et prolongé en 2020 et 2021.

17. À ce jour, la République bolivarienne du Venezuela a reçu la visite de deux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, à savoir l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable et la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme. Le Venezuela a invité le Rapporteur spécial sur le droit au développement ainsi que quatre autres titulaires de mandat, à savoir : a) le Rapporteur spécial sur la promotion du droit à un logement convenable ; b) le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ; c) le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ; et d) l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels. De plus, il a été donné suite aux appels urgents et aux demandes d'information des procédures spéciales.

18. Conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et aux engagements qu'elle a pris au titre du dispositif universel de promotion et de protection des droits humains, la République bolivarienne du Venezuela, en vue de sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, communique ici les engagements qu'elle a pris volontairement, conformément aux traités et conventions internationaux signés en bonne et due forme par l'État, ainsi qu'au Plan de la patrie 2019-2025.

Au niveau national

- Continuer de garantir les droits humains de la population, malgré l'imposition au pays de 502 mesures coercitives unilatérales.
- Maintenir et consolider le droit à la paix, établir le vote comme solution aux différends et approfondir le processus de dialogue et de réconciliation nationale afin de continuer à avancer vers la pleine réalisation de tous les droits humains.
- Renforcer la coordination entre les différentes institutions responsables de la promotion, de la protection et de la réalisation des droits humains, et améliorer les voies de dialogue avec la société vénézuélienne.

- Continuer d'inclure les personnes traditionnellement exclues afin qu'elles puissent jouir pleinement de leurs droits humains, dans le respect de l'égalité et de la non-discrimination.
- Continuer à renforcer les institutions de l'État en charge du système judiciaire afin de garantir le droit de toute personne à une justice libre, accessible, impartiale, adaptée, transparente, autonome, indépendante, responsable, équitable et rapide, sans délais indus, formalités ou retards inutiles.
- Entreprendre un examen d'ensemble du cadre juridique existant en matière de prévention de la torture et renforcer la Commission nationale pour la prévention de la torture.
- Mettre en place un mécanisme national de suivi des recommandations approuvées issues du dispositif international de protection des droits humains.
- Continuer à élargir le débat sur l'évolution de la législation, en vue d'adopter des règles visant à étendre et à renforcer les droits humains dans le pays.
- Approfondir la coopération avec le Conseil des droits de l'homme et les autres mécanismes de promotion et de protection des droits humains des Nations Unies.
- Renforcer davantage le plein exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que la garantie des droits d'association, de réunion et de manifestation pacifique.
- Poursuivre le programme de formation aux droits humains destiné aux fonctionnaires, afin de renforcer davantage les capacités nationales.

Au niveau international

- Continuer de coopérer avec l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme, ses mécanismes et les procédures spéciales du système universel de promotion et de protection des droits humains. La République bolivarienne du Venezuela s'engage à renforcer la coopération, notamment avec le Conseil, de sorte à concourir à l'établir comme un organe transparent, efficace et objectif, fidèle aux véritables principes sur lesquels repose sa contribution à la promotion et à la protection de tous les droits humains, notamment le droit au développement, et à offrir un accès plus large aux rapporteuses et rapporteurs spéciaux et aux expertes et experts indépendants des Nations Unies.
- Contribuer aux initiatives internationales de promotion et de protection des droits humains par l'appui aux capacités humaines, techniques et financières.
- Multiplier les activités menées avec le Bureau des Nations Unies au Venezuela et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et en particulier avec les institutions, les fonds et les programmes des Nations Unies au Venezuela, dans le cadre du mémorandum d'accord de coopération signé entre notre pays et ces organismes, qui vise le renforcement institutionnel dans le domaine des droits humains, à moyen et à long terme, à l'appui d'un cadre général permettant d'honorer les différents engagements pris par notre pays en matière de droits humains.
- Donner suite aux engagements découlant des organes conventionnels relatifs aux droits humains et de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, partant des recommandations qui ont été faites et approuvées au cours du troisième cycle de l'examen du Venezuela, en prévision du quatrième cycle.

- Poursuivre l'application des obligations découlant des pactes et conventions internationaux relatifs aux droits humains. À cet égard, l'État vénézuélien a mis en place une politique consistant à donner suite systématiquement et effectivement aux recommandations issues des organes conventionnels relatifs aux droits humains et de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, et dont le but est d'instaurer un système d'analyse et d'élaboration en temps voulu des rapports à soumettre à ces mécanismes.
 - Faire connaître l'ampleur des mesures coercitives unilatérales et extraterritoriales imposées par les États et les institutions et leur effet négatif sur la pleine jouissance des droits humains.
-